THE

# L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLÉANS, LUNDI MATIN, 28 DECEMBRE 1857.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
RÉDACTEUR-PROPRIÉTAIRE:
G. F. WEISSE. H. DUPOUY.
E. DUVERGÉS. E. HARRY.

Rue de Chartres No. 88, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLÉANS:
LUNDI MATIN, 28 DECEMBRE.

Ventes à l'encan du ce jour.

PAR FRANCIS J. SPEAR — Jouets, parfumerie, installations de magasin, &c.

PAR D. E. MONROE—475,000 cigares de la Havane.

PAR L. A. LEVY JR—Tabac avarié.

PAR H. SECRET—Fonds et installation d'un magasin de modes.—Deux terrains.

## Une nouvelle révolution au Mexique.

Le Mexique ne saurait se passer de révolutions : il vient d'en accomplir une autre. Le président Comonfort, peu satisfait de la constitution dont une assemblée, représentant les droits souverains du peuple, avait tout récemment doté le pays, l'a supprimée et s'est fait décerner la dictature.

Si c'est ainsi que l'on entend et que l'on pratique la démocratie à Mexico, il faut désespérer de l'avenir des institutions républicaines chez nos voisins. Comment le gouvernement populaire serait-il possible dans un pays où le parti le plus fort se croit invariablement autorisé à fouler aux pieds les lois et à écraser la constitution ? C'est le règne de l'anarchie, et comme l'anarchie ne saurait se perpétuer, elle aboutira soit à l'extinction de la nationalité mexicaine soit à l'installation d'un gouvernement en dehors du peuple, c'est-à-dire à la monarchie absolue.

Comme les Etats-Unis ne tolèreront pas cette dernière forme gouvernementale, il nous paraît assez évident qu'ils absorberont peu à peu dans leur imposante unité les diverses Etats de la république mexicaine. Cette transformation ne s'opérera pas tout de suite, mais nous croyons sincèrement qu'elle s'accomplira un jour, à moins que les Etats-Unis eux mêmes ne rompent le lien qui les unit et ne détruisent l'œuvre de nos pères.

Voici au sujet de la nouvelle révolution qui vient d'éclater au Mexique une lettre fort intéressante que nous adresse notre correspondant :

MEXICO, 19 décembre 1857.

Messieurs,

J'ai à vous parler, aujourd'hui, d'événemens graves et déplorables. Je vous ai dit, dans ma dernière lettre, comment, après avoir préparé le coup d'état, M. Comonfort a reculé devant l'exécution, au dernier moment, et comment le président s'est décidé à jouer la constitution, en se réservant de proposer des initiatives au Congrès, pour la réformer.

Mais un incident est venu précipiter les événemens, et nous avons eu le coup d'Etat avant hier matin.

Au moment où M. Comonfort était bien déterminé à tenter son coup d'Etat, vers le milieu de novembre, le général Zuloaga, qui s'était en quelque sorte mis à la tête du mouvement, avait adressé une espèce de circulaire aux commandants généraux et militaires des principaux points de la république, pour les engager à le seconder. Ces circulaires étaient suivies d'un *Pronunciamento* écrit et signé par M. Manuel Payno, ministre des finances, le postscriptum appuyant sur le contenu de la lettre, l'appuyant et le recommandant.

Une de ces circulaires ayant été envoyée au général Huerta, de Michoacan, mitée dernier, homme honorable et estimé, dans un grand district. Il consulta un ami, qui lui donna la communication de la lettre, pour le prévenir du mouvement; le général Huerta écrivit la lettre, et l'adressa, trompant sa confiance, à empirsé de la remettre immédiat à la députation de Michoacan pour que cette dernière comptât immédiatement sur la portée devant le Congrès.

Il y avait quelques jours que ces faits étaient connus à Mexico, et on avait beaucoup parlé, puis on les avait presque oubliés, et on paraissait convaincu que le Congrès, ne serait pas saisi de cette grosse affaire; mais, un matin, vers 11 heures, M. Emilio Sierra, député de Michoacan, a présenté la lettre à la Chambre, en portant une accusation directe de conspiration contre le général Zuloaga et contre le ministre des finances.

Vous lirez, dans les journaux, les détails que je ne puis vous consigner ici, sur les procédés du Congrès, à cet égard. L'affaire fut renvoyée devant la section du grand jury qui cita M. Payno à comparaître devant elle, et le ministre se la guerre fut invité à prendre contre le général Zuloaga les mesures que nécessitaient les circonstances.

M. Zuloaga, commandant la brigade de son nom, se trouve depuis fort longtemps en cas hiver à Tacubaya. Ses troupes n'ont jamais servi à rien, mais elles comme un comptant sur l'aveugle dévoûté de leur chef, on les tenait en réserve et on les chaud pour le cas où elles auraient besoin d'eux. M. Zuloaga, dit-on, aurait déclaré que si le Congrès voulait le prendre, il pourait venir le chercher au milieu des soldats unis; je crois plutôt que le ministre de la guerre, ayant connu le projet du coup d'état, n'a pas même songé un instant à arrêter le général Zuloaga, bien qu'il ait eu que pas le déclaré le contraire au Congrès.

Quant à M. Payno, sur la citation qui lui fut donnée par la section du grand jury, il répondit, d'abord, qu'il ne se présentait pas et qu'il ne pourrait se présenter que vers trois heures de l'après-midi; à trois heures, il ne se présenta pas davantage, mais sur une troisième sommation, il envoya de la maison où il était, à la section du grand jury une communication dans laquelle, vous en trouverez le texte dans le *Tiro del Union*.

Le ton de la réponse de M. Payno fit comprendre, dès lors, que M. Comonfort avait chassé le second du cabinet et que, très probablement, le coup d'Etat tant de fois annoncé était sur le point de se réaliser.

Deux jours après, en effet, le ministre de la guerre avait enlevé à toutes les autres forces armées de la capitale et mis à leur place, pour le service de la garnison, le 2e bataillon de la garde nationale, composé d'ouvriers et de gens du peuple, et dont le colonel Ignacio Comonfort est le frère du président.

Le 16 au soir, vers 8 heures du matin, la grande comédie recommença, et le bataillon de la brigade Zuloaga entrait en ville, la cité, de la place, et, sans aucun mouvement, une salve de 21 coups de canon et quelques pétards annoncaient que le fort était fait. Il n'y a eu, matériellement, aucune résistance sur pied, et le bataillon, quant à la résistance, on plutôt à la répugnance morale, elle a été beaucoup plus grande que je ne l'aurais pensé.

Le coup d'Etat est stupide en la forme et au fond; les proclamations sont dignes de l'urnant et du général Zuloaga, et de la, dépassant, de par sa propre autorité, sans même mentionner la loi martiale de la garnison, du sort de la république mexicaine qui veut revenir à ses usages et à ses mœurs traditionnels.—Entendez par usages les bêtises de *pronunciamientos*, et par mœurs traditionnelles le rétablissement des privilèges incompatibles avec les libertés publiques.

Le gouverneur Alcerreca, du District, pauvre homme qui n'y entend pas malice et qui avait reçu son mot d'ordre, a adhéré au *pronunciamiento* Zuloaga et a lancé, lui même, une proclamation, par un chef d'œuvre en son genre. Le brave général y déclare que sa manière de voir, en fait de fédérité pour son pays, est passer avant son devoir comme autorité publique.

Du reste, pas d'autre manifestation : le gouvernement suprême n'a pas donné d'autre marque d'approbation apparente que celle d'avoir fait arborer le drapeau national sur le palais.

Le cabinet n'a rien dit : le président, de la part duquel on annonçait un message à la nation, n'est pas jusqu'à ce jour,—de sorte qu'on en sait qu'il ne se réserve pas, par hasard, la faculté de tout désavouer si les choses tournent mal.

Et, en vérité, son quiétisme n'a pas eu de résistance matérielle jusqu'à ce jour, les choses ne tournent pas fort bien. L'opinion publique, quoi, était pas très favorable au Congrès, à vu le coup d'Etat avec une sorte de dégoût. Quinze jours après avoir juré la Constitution pour la seconde fois, et déclaré avoir beaucoup réfléchi avant d'accepter la présidence constitutionnelle, — après avoir demandé des facultés qu'il ont été libéralement accordées, après avoir refusé d'élargir encore ces facultés sur la proposition de la majorité des membres du Congrès; après avoir annoncé la présentation d'initiatives pour la réforme de la Constitution, initiatives que le Congrès aurait sans doute sanctionnées,—se demande quel besoin avait M. Comonfort de se parjurer et de jeter ainsi la perturbation dans le pays !

Il pouvait, grâce à la complaisance du Congrès, faire tout ce que bon lui semblait, moins se jeter dans les bras de la réaction; le Congrès lui-même n'avait plus que trois à quatre semaines d'existence légale, pourquoi donc le coup d'Etat ?

Vous verrez, dans les journaux, les protestations répétées faites par le gouvernement contre toute idée de coup d'Etat, on répondra au manifeste vigoureux de M. le général Parrodi au Congrès, etc.

Ajoutez que ce coup d'Etat a été fait sans valeur, sans franchise, sans dignité, et qu'en ce moment même, le pays ne sait pas encore à quoi s'en tenir sur ses véritables tendances et sur son but. Tout cela est triste, fort triste, et vous fera comprendre si j'avais bien jugé M. Comonfort dans le cour de mes correspondances.

M. Juarez, ministre de l'intérieur, l'un des chefs du parti progressiste et président de la Cour Suprême de Justice, c'est-à-dire vice-président de la république par le vote populaire, a été indignement trompé. Sa nature loyale a cru jusqu'à la fin aux protestations de M. Comonfort contre le coup d'Etat. Le moment venu, on l'a bâcrouédé, et il est encore au secret. MM. Comonfort et Juarez se tutoient : on dit que peu d'instant avant l'arrestation du ministre de l'intérieur, le président l'a fait venir et lui a dit : "Si tu me jures de ne rien tenter contre mon autorité, tu se libre." Et à quoi M. Juarez aurait répondu : "Qu'on me reconduisen en prison, car aucune loi ne me prononce contre un gouvernement parjure, et je reste sujouard'hui le seul président constitutionnel de la République !"

Pour parer ce coup, l'*Eco nacional*, sale journal réactionnaire aujourd'hui presque l'organe du gouvernement, appelle M. Juarez *le président* de la Cour Suprême de Justice !

Trois ministres ont donné leur démission : l'un d'entre eux, M. Fuente, est l'ami intime de Comonfort! On parle, comme hommes politiques à l'ordre du jour, de l'évêque Munguia, de M. Pandoja, la plume du clergé et de Bernardo Couto, le représentant des idées conservatrices ; mais j'ai peine à croire qu'on aille si vite en besogne ; on commencera par faire appel à des ministres modérés ; on s'est adressé déjà à MM. Mariano Yañes et Joaquin Cardoso ; mais ces messieurs, qui ont accepté le coup d'Etat, ne sont pas en le cœur à accepter des portefeuilles.

Le conseil municipal a protesté contre le coup d'Etat et s'est dissous.

La Cour Suprême de Justice nouvellement installée, a protesté et a refusé de fonctionner plus longtemps.

L'administrateur général et le trésorier des postes ont donné leur démission, ainsi que d'autres employés importans; une grande partie des chefs et officiers supérieurs de la garnison ont refusé de signer un acte d'adhésion.

Les députés signent, en ce moment, une protestation en masse.

Les choses tournent mal; et c'est pour cela sans doute, que le manifeste de M. Comonfort parle de la constitution ? C'est le règne de l'anarchie, et comme l'anarchie ne saurait se perpétuer, elle aboutira soit à l'extinction de la nationalité mexicaine soit à l'installation d'un gouvernement en dehors du peuple, c'est-à-dire à la monarchie absolue.

Comme les Etats-Unis ne tolèreront pas cette dernière forme gouvernementale, il nous paraît assez évident qu'ils absorberont peu à peu dans leur imposante unité les diverses Etats de la république mexicaine. Cette transformation ne s'opérera pas tout de suite, mais nous croyons sincèrement qu'elle s'accomplira un jour, à moins que les Etats-Unis eux mêmes ne rompent le lien qui les unit et ne détruisent l'œuvre de nos pères.

Voici au sujet de la nouvelle révolution qui vient d'éclater au Mexique une lettre fort intéressante que nous adresse notre correspondant :

MEXICO, 19 décembre 1857.

Messieurs,

J'ai à vous parler, aujourd'hui, d'événemens graves et déplorables. Je vous ai dit, dans ma dernière lettre, comment, après avoir préparé le coup d'état, M. Comonfort a reculé devant l'exécution, au dernier moment, et comment le président s'est décidé à jouer la constitution, en se réservant de proposer des initiatives au Congrès, pour la réformer.

Mais un incident est venu précipiter les événemens, et nous avons eu le coup d'Etat avant hier matin.

Au moment où M. Comonfort était bien déterminé à tenter son coup d'Etat, vers le milieu de novembre, le général Zuloaga, qui s'était en quelque sorte mis à la tête du mouvement, avait adressé une espèce de circulaire aux commandants généraux et militaires des principaux points de la république, pour les engager à le seconder. Ces circulaires étaient suivies d'un *Pronunciamiento* écrit et signé par M. Manuel Payno, ministre des finances; le postscriptum appuyait sur le contenu de la lettre, l'appuyait et le recommandait.

Une de ces circulaires ayant été envoyée au général Huerta, de Michoacan, mitée dernier, homme honorable et estimé, dans un grand district. Il consulta un ami, qui lui donna la communication de la lettre, pour le prévenir du mouvement; le général Huerta écrivit la lettre, et l'adressa, trompant sa confiance, à empirsé de la remettre immédiat à la députation de Michoacan pour que cette dernière comptât immédiatement sur la portée devant le Congrès.

Il y avait quelques jours que ces faits étaient connus à Mexico, et on avait beaucoup parlé, puis on les avait presque oubliés, et on paraissait convaincu que le Congrès ne serait pas saisi de cette grosse affaire; mais, un matin, vers 11 heures, M. Emilio Sierra, député de Michoacan, a présenté la lettre à la Chambre, en portant une accusation directe de conspiration contre le général Zuloaga et contre le ministre des finances.

Vous lirez, dans les journaux, les détails que je ne puis vous consigner ici, sur les procédés du Congrès, à cet égard. L'affaire fut renvoyée devant la section du grand jury qui cita M. Payno à comparaître devant elle, et le ministre de la guerre fut invité à prendre contre le général Zuloaga les mesures que nécessitaient les circonstances.

M. Zuloaga, commandant la brigade de son nom, se trouve depuis fort longtemps en cas hiver à Tacubaya. Ses troupes n'ont jamais servi à rien, mais elles comme un comptant sur l'aveugle dévoûté de leur chef, on les tenait en réserve et on les chaud pour le cas où elles auraient besoin d'eux. M. Zuloaga, dit-on, aurait déclaré que si le Congrès voulait le prendre, il pouvait venir le chercher au milieu des soldats unis; je crois plutôt que le ministre de la guerre, ayant connu le projet du coup d'état, n'a pas même songé un instant à arrêter le général Zuloaga, bien qu'il ait eu que pas le déclaré le contraire au Congrès.

Quant à M. Payno, sur la citation qui lui fut donnée par la section du grand jury, il répondit, d'abord, qu'il ne se présentait pas et qu'il ne pourrait se présenter que vers trois heures de l'après-midi; à trois heures, il ne se présenta pas davantage, mais sur une troisième sommation, il envoya, de la maison où il était, à la section du grand jury une communication dans laquelle, vous en trouverez le texte dans le *Tiro del Union*.

Le ton de la réponse de M. Payno fit comprendre, dès lors, que M. Comonfort avait chassé le second du cabinet et que, très probablement, le coup d'Etat tant de fois annoncé était sur le point de se réaliser.

Deux jours après, en effet, le ministre de la guerre avait enlevé à toutes les autres forces armées de la capitale et mis à leur place, pour le service de la garnison, le 2e bataillon de la garde nationale, composé d'ouvriers et de gens du peuple, et dont le colonel Ignacio Comonfort est le frère du président.

Le 16 au soir, vers 8 heures du matin, la grande comédie recommença, et le bataillon de la brigade Zuloaga entrait en ville, la cité, de la place, et, sans aucun mouvement, une salve de 21 coups de canon et quelques pétards annoncaient que le fort était fait. Il n'y a eu, matériellement, aucune résistance sur pied, et le bataillon, quant à la résistance, on plutôt à la répugnance morale, elle a été beaucoup plus grande que je ne l'aurais pensé.

Le coup d'Etat est stupide en la forme et au fond; les proclamations sont dignes de l'urnant et du général Zuloaga, et de la, dépassant, de par sa propre autorité, sans même mentionner la loi martiale de la garnison, du sort de la république mexicaine qui veut revenir à ses usages et à ses mœurs traditionnels.—Entendez par usages les bêtises de *pronunciamientos*, et par mœurs traditionnelles le rétablissement des privilèges incompatibles avec les libertés publiques.

Le gouverneur Alcerreca, du District, pauvre homme qui n'y entend pas malice et qui avait reçu son mot d'ordre, a adhéré au *pronunciamiento* Zuloaga et a lancé, lui même, une proclamation, par un chef d'œuvre en son genre. Le brave général y déclare que sa manière de voir, en fait de fédérité pour son pays, est passer avant son devoir comme autorité publique.

Du reste, pas d'autre manifestation : le gouvernement suprême n'a pas donné d'autre marque d'approbation apparente que celle d'avoir fait arborer le drapeau national sur le palais.

Le cabinet n'a rien dit : le président, de la part duquel on annonçait un message à la nation, n'est pas jusqu'à ce jour,—de sorte qu'on en sait qu'il ne se réserve pas, par hasard, la faculté de tout désavouer si les choses tournent mal.

Et, en vérité, son quiétisme n'a pas eu de résistance matérielle jusqu'à ce jour, les choses ne tournent pas fort bien. L'opinion publique, quoi, était pas très favorable au Congrès, à vu le coup d'Etat avec une sorte de dégoût. Quinze jours après avoir juré la Constitution pour la seconde fois, et déclaré avoir beaucoup réfléchi avant d'accepter la présidence constitutionnelle, — après avoir demandé des facultés qu'il ont été libéralement accordées, après avoir refusé d'élargir encore ces facultés sur la proposition de la majorité des membres du Congrès; après avoir annoncé la présentation d'initiatives pour la réforme de la Constitution, initiatives que le Congrès aurait sans doute sanctionnées,—se demande quel besoin avait M. Comonfort de se parjurer et de jeter ainsi la perturbation dans le pays !

Il pouvait, grâce à la complaisance du Congrès, faire tout ce que bon lui semblait, moins se jeter dans les bras de la réaction; le Congrès lui-même n'avait plus que trois à quatre semaines d'existence légale, pourquoi donc le coup d'Etat ?

Vous verrez, dans les journaux, les protestations répétées faites par le gouvernement contre toute idée de coup d'Etat, on répondra au manifeste vigoureux de M. le général Parrodi au Congrès, etc.

Ajoutez que ce coup d'Etat a été fait sans valeur, sans franchise, sans dignité, et qu'en ce moment même, le pays ne sait pas encore à quoi s'en tenir sur ses véritables tendances et sur son but. Tout cela est triste, fort triste, et vous fera comprendre si j'avais bien jugé M. Comonfort dans le cour de mes correspondances.

M. Juarez, ministre de l'intérieur, l'un des chefs du parti progressiste et président de la Cour Suprême de Justice, c'est-à-dire vice-président de la république par le vote populaire, a été indignement trompé. Sa nature loyale a cru jusqu'à la fin aux protestations de M. Comonfort contre le coup d'Etat. Le moment venu, on l'a bâcrouédé, et il est encore au secret. MM. Comonfort et Juarez se tutoient : on dit que peu d'instant avant l'arrestation du ministre de l'intérieur, le président l'a fait venir et lui a dit : "Si tu me jures de ne rien tenter contre mon autorité, tu se libre." Et à quoi M. Juarez aurait répondu : "Qu'on me reconduisen en prison, car aucune loi ne me prononce contre un gouvernement parjure, et je reste sajouard'hui

## Dépêches Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

La dépêche suivante, annonçant l'arrivée du steamer *Persia*, a été transmise, samedi, à la presse associée de la Nlle-Orléans.

ANGLETERRE.—Le Parlement a voté le Bill d'indemnité en faveur de la Banque et devait s'ajourner le 13 janvier au mois de février.

L'encaisse métallique de la Banque d'Angleterre s'est accru de 700,000 liv. ster. ; le montant de l'or et de l'argent de la Banque est de 8,800,000 liv. ster.—La banque de Parsley & Co, à Worcester, a suspendu, en suppose que son bon passif est bien. On parle de plusieurs autres faillites à Londres. Parmi ceux qui se voient d'après a 31,000. Mais les pertes sont les dernières paganent en tel. Le prix du bitiet est d'une pièce. Une nouvelle indirée plus bas indique les principales conditions de la combinaison et nous pouvons le traduire. Le tirage aura lieu demain au lieu de demain ; tous les billets seront pièces. Les objets composant les primes sont exposés au magasin qui touche à celui de M. Hrnsho. Un bureau de la Tombola est été chez M. Bérin, [illegible] Nous pouvons les plus respectables de la Nouvelle-Orléans.

Dépêches de M. Dubuch—On verra dans une autre partie de nos colonnes une annonce de M. Dodrum, relative à une tombola dont il est le principal directeur. Les lots ont tous une véritable valeur ils consistent en propriétés foncières, diamants, argenterie, montres, pendules, tableaux, armes de chasse, etc. Le billet ne coûte que une piastre; tout qui en achète reçu en reçoit un centième à titre de gratification. Trois cents billets ont été affectés aux orphelins. C'est là de la part de M. Dodrum une largesse généreuse qui recommandera au tombola au public.

Quel est Monsieur?—Parmi tous ceux qui ont souffert de la dyspepsie ou de la faiblesse des nerfs, il y en a bien un seul qui ne réponde avec plaisir à cette question? On ne saurait crure avec quelle facilité ce remède triomphe des étourdissements, des palpitations, de la prostration, des effets d'une fait, que nommé la dyspepsie. Les Amers régient l'appétit, fortifient le système, chassent la bile et les matières impures, et régularisent les fonctions des intestins. Toutes les familles devraient en avoir. A vendre par tous les propriétaires d'hôtels, par tous les pharmaciens et marchands de comestibles, &c. Un autre stimulant n'est pas nécessaire.

A vendre par J. WRIGHT & Co.,
Nos 21 et 151, rue de Chartres.
28 déc—1 mois et camp.

Un *vendre terrible accident!*

Nous avons été vivement émus cette dernière par voyant plusieurs graves accidents, mais nous n'avons jamais vu de cas aussi terrible qu'en jetant un jour sur un malheureux horribleu qui brûla par une tombée. On devrait dans toutes les directions pour trouver de secours. Une dame de voisinage avait pris quelque une boite de

PAIN EXTRACTOR MAGIQUE DE DALLEY.

On se hâtera immédiatement de la boite ! et de la remède fut appliqué sur les jambes : le brûse arrêta immédiatement. Rien ne peut donner une idée de la joie de ce pauvre homme, il se confondait en remerciement et voulait savoir où demeurait M. Daley auquel il désirait témoigner sa reconnaissance. Il se porte parfaitement aujourd'hui.

Quel bonheur d'avoir toujours sous la main le

PAIN EXTRACTOR MAGIQUE DE DALLEY

dont l'effet est prompt et non douloureux !

A vendre, à la Nouvelle-Orléans, en gros et en détail, par J. WRIGHT & CO.
21 et 151, rue de Chartres.

Ou au gérant pour le Sud LYON & PINARD,
Vent leurs dépôts. Toutes les demandes doi-
28dec—6f

INSTRUISEZ-VOUS !

*Ouvrez votre esprit !*
*Dissipez votre ignorance !*
*Ne soyez pas esclaves !*

Vous, qui savez à peine
LIRE ET ECRIRE :
Vous, qui pêchez contre votre
PROPRE LANGUE :
Vous qui pensez quelquefois moyens d'existence, et qui vous croyez [illegible] dépenser
D'ÊTRE INSTRUITS !
Vous qui avez besoin de l'anglais,
ET NE PARLEZ PAS :
*vous dont l'éducation a été négligée :*
qui ne pouvez pas écrire sans rougir deux mots d'anglais en société :
*Rendez-vous*
à la grande école pratique
DES PROFS. BRETTE,
13, RUE ST CHARLES,
*là vous vous fortifierez*
dans la lecture, l'écriture et le parler
des langues Anglaise,
Française et Espagnole.

Ainsi que, dans toutes les branches de l'instruction indispensables à tous ceux qui ne veulent point
S'AFFICHER COMME IGNORANTS
dans la bonne société.

N. B. Les dames, les commerçants et les ouvriers tous ont leurs apparitions et heures spéciaux.

28 déc

## Crackers.

Chez C. C. WAYLAND & Cie.

COMME nous approchons de l'époque à laquelle chacun, obéissant avec bonheur à l'usage consacré par le temps, voudra faire quelques sans un témoignage sobriété d'attachement, d'estime ou d'amitié, nous nous sommes mis en état d'une quantité de Crackers, dont nous recommandons à nos nombreux amis et connaissances qui leur [illegible] et la [illegible] et [illegible] et [illegible] et